



REVUE DE PRESSE

Samedi 20 avril 2019



Les chiens souvent achetés, les chats trouvés ou donnés



69% des CHIENS sont achetés

45% chez un éleveur



17% des CHATS sont achetés

26% chez un éleveur

27% sont des chats trouvés,
55% ont été donnés

Combien coûte un CHIEN ?



929 € en moyenne chez un éleveur

171 € adoption en refuge (18%)

390 € auprès d'un particulier (34%)

Combien coûte un CHAT ?



688 € en moyenne chez un éleveur

140 € adoption en refuge (33%)

211 €

Le coût annuel des frais de vétérinaire

166 €

Propriétaires
de CHIENS

Heureux **36%**



Les propriétaires de chiens plus heureux



Propriétaires
de CHATS

Heureux **18%**



■ Durant trois jours, après l'incendie du pylône de Saint-Saturnin, des Charentais ont été contraints de réinventer leur vie sans télé ■ Une gageure ■ Témoignages de téléphages qui ont trouvé des palliatifs.



Hier, sur l'écran noir de ses murs blanches, Suzen, résidente au sommeil léger à l'Ehpad de Hiersac, espérait voir réapparaître les animateurs de ses jeux fétiches. Photo Quentin Petit

La télé de retour, les portables rétablis

La diète forcée de télé aura duré trois jours. Hier à 20h30, TDF, propriétaire du site de Saint-Saturnin, a annoncé la reprise de la TNT «pour toutes les chaînes, hors multiplex R3 (c'est-à-dire les chaînes de Canal)». Depuis la destruction du pylône, les équipes avaient travaillé d'arrache-pied pour le remettre en état. D'abord annoncée pour lundi, la remise en service des chaînes a donc été plus rapide. Bonne nouvelle aussi pour les téléphones portables. Hier, SFR et Bouygues ont indiqué avoir rétabli toute la couverture à destination de leurs clients charentais. Pour les radios, une solution alternative a été trouvée avec un autre émetteur. L'enquête de gendarmerie concernant les causes de l'incendie se poursuit. L'hypothèse criminelle n'est pas exclue.

»

Aux repas, on ne parle que de ça. Qu'est-ce qu'on est malheureux !

Sans télé, moins belle la vie ?

Colin PRADIER
Lénaëlle SIMON

Suzen Chamoulaud a dû pousser un ouf de soulagement hier soir lorsque sa télé a retrouvé des couleurs. Elle a sa place attirée dans la salle commune de l'Ehpad de la Picardie à Hiersac: une chaise avec un repose-pieds pile face à la télé. Depuis mercredi et l'incendie du pylône de Saint-Saturnin qui a privé de télé 150 000 Charentais, l'écran restait noir. Mais Suzen, 89 ans, n'a pas bougé d'un iota, ni rejoint ses collègues qui confectionnent des nids de Pâques. Hier, à 15 heures, elle avait déjà eu le temps de «lire le journal deux fois».

«Il n'y a pas qu'à Notre-Dame qu'il y a des incendies, mais chez nous, y'avait pas 600 pompiers!», rigole la Madame télé, qui connaît les programmes sur le bout des doigts. «Ça manque beaucoup, surtout les jeux. À 16h15, ça commence avec "Des chiffres et des lettres", puis il y a "Personne n'y avait pensé", "Slam" et "Questions pour un champion". Je regarde aussi tous les sports et les infos sur BFM. J'allume même la nuit à 4 heures quand je me réveille. Ya Nagui et "Les Zamours", ça me rendort jusqu'au matin.» Pour les 57 résidents, qui ont fait de leur poste de télévision un compagnon de route indispensable, c'est toute une vie à réinventer. «On est coupés du monde»,

signale la directrice, Katia Chiron. Hier à 15 heures, les portables étaient encore à l'arrêt, quel que soit l'opérateur. Face aux écrans noirs, la directrice a densifié les sessions de gym l'après-midi, alors que d'ordinaire les seniors observent se faire et se défaire les petites et grandes amours de leurs feuillets préférés.

Lecture et mots fléchés

«Qu'est-ce qu'on est malheureux! Aux repas, on ne parle que de ça. Certains ratent des matchs importants! On n'a plus rien à faire après les activités, regrette Ghislaine Coppens. D'habitude, quand je rentre du repas, je mets les infos à

13 heures. Je ne sais même plus ce qu'il se passe dans le monde. J'ai voulu brancher ma radio mais elle n'a plus de piles, c'est un comble.» Ce qui inquiétait le plus cette pimpante nonagénaire, chemise à fleurs et mise en plis, c'était «le long week-end de trois jours». «Dans la semaine, on est occupés avec les activités, mais le week-end, il n'y en a pas, et lundi non plus car c'est férié.» Alors, Ghislaine triture le temps à l'ancienne. «J'ai mes magazines, des mots croisés, des mots codés, et la même chose avec les chiffres. C'est plus dur mais c'est bon pour la tête. Je vais lire aussi, j'ai mon Pèlerin Magazine. Je ne lisais pas trop quand j'avais la télé.» Mais rien ne vaut ses pro-

grammes, son jeu «Slam», «avec le p'tit Cyril Féraud». Dans la salle commune, la chaîne hifi tente de prendre le relais, «mais à force, je connais toutes les chansons», fait remarquer Suzen. Dans les couloirs, des résidents s'installent, un livre en main, d'autres font du sport dans le jardin. À l'étage, Henri Phenix termine sa sieste. En temps normal, il se serait laissé bercer par les documentaires d'Arte, qui lui rappellent ses voyages, de l'Inde au Mexique. «C'est la panique à bord que ça ne fonctionne plus. J'ai des enregistrements de musique que j'ai repassés plusieurs fois et puis je lis aussi. Il faut bien s'occuper, on ne va pas rester à regarder les murs blancs.»

Coup de bol pour les installateurs de paraboles

«Pour certaines personnes, l'absence de télé génère une angoisse assez folle.» Laurent Vialle est technicien antenniste à Ruelle. Il travaille pour le magasin Hifitel, avenue Jean-Jaurès. Depuis l'incendie du pylône de Saint-Saturnin, il croule sous les demandes. Au point de ne pas pouvoir toutes les satisfaire. «Nous sommes deux de moins en ce moment et chaque jour on reçoit plusieurs appels de gens en panique qui cherchent des solutions pour capter la télé de nouveau.» Pour dépanner les orphelins télévisuels, le technicien a plusieurs tours dans son sac. «Avec une antenne râteau, on peut récupérer les signaux des antennes de Melle ou de Limoges. Nous avons des instruments qui permettent de capter un signal assez précis. Il y a juste certaines personnes qui se plaignent de ne plus avoir France 3 Poitou-Charentes et de recevoir France 3 Limousin.» Plus onéreux mais plus pérenne, installer une parabole et un décodeur TNT satellite. Une opération à 400 euros particulièrement demandée. «D'habitude, nous en installons au maximum deux par semaine. Là, j'ai déjà plus de dix rendez-vous pour le début de semaine.»

Hélène Monbœuf

« Nous discutons plus à table



Hélène Monbœuf est une jeune maman de 34 ans en congé parental. Elle et son compagnon ont fait le choix de ne pas avoir de box internet dans leur pavillon de Saint-Cybard à Angoulême.

Les démarches administratives, ils les font en 4G avec leur téléphone portable. «Pour limiter les écrans et faire des économies.» Le manque de télé, Hélène s'y habitue. Elle y voit même un aspect positif. «Je m'occupe de mon bébé, donc je n'ai pas le temps de m'ennuyer. C'est plutôt le soir avec mon compagnon que cela nous manque un peu. On aime bien cette habitude de regarder un film à la télé, calés sur le canapé. Ce qui est bien, c'est que nous discutons plus, notamment à table.»

Josiane Fleuriau

« On s'emmerde !



Josiane a 66 ans. Elle et son mari, Marcel, habitent dans le quartier de Saint-Cybard à Angoulême. Dans le foyer, la télé fait un peu partie de la famille. Son absence se fait plutôt remarquer. «On s'emmerde, lance la sexagénaire dans un éclat de rires. Mon mari a l'habitude de regarder la pétanque sur la chaîne 21 le matin. Mercredi, il a allumé et rien. Moi, j'ai mes habitudes, je regarde des séries tous les jours. Si le problème dure jusqu'en milieu de semaine prochaine, je vais loucher des épisodes et je vais m'emmerder les pédales. Du coup, j'ai jardiné un peu, mais même ça, je ne peux pas aujourd'hui. C'est vendredi saint, il est interdit de toucher à la terre. Ce sont mes restes de catéchisme.»

Nicole Guibreteau

« On a sorti les jeux de société

Les vacances scolaires pour Nicole et Jean-Marc Guibreteau, de L'Isle-d'Espagnac, sont l'occasion de revêtir leur costume de grands-parents. Leur petite-fille, Albane, âgée de 5 ans, vient depuis Bordeaux passer une semaine en Charente pour les vacances de Pâques. Pas de télévision, mais les jeunes retraités débordent d'idées pour divertir leur petite-fille. «C'est toujours un grand bonheur de l'avoir avec nous. Nous ne sommes pas très télé, nous prévoyons beaucoup d'activités à l'extérieur. Mais le soir, notre petite-fille, comme nous d'ailleurs, est friande du rituel du dessin animé sur le canapé. Nous sommes allés louer des DVD à la médiathèque mais nous n'en avons pas regardé pour le moment. Du coup, nous créons de nouveaux rituels tout aussi sympas. On a sorti les jeux de société des placards. Et notre petite-fille est aussi contente.»

Européennes: Europe Écologie mise sur la transition agricole

Françoise Coutant et Benoît Biteau ont choisi une ferme de Saint-Amant-de-Montmoreau hier pour lancer leur campagne européenne.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Françoise Coutant, élue angoumoisine et vice-présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine en charge du climat et de la transition énergétique, et Benoît Biteau, paysan agronome à Sablonceaux en Charente-Maritime, respectivement 70^e et 11^e candidats sur la liste Europe Écologie Les Verts pour les prochaines européennes, ont choisi la ferme de Pierre-Luc Duperray, actuellement en transition vers le bio à Saint-Amant-de-Montmoreau, pour lancer leur campagne.

«On a envie de montrer que le projet d'Europe Écologie Les Verts concerne autant le rural que l'urbain et que l'agriculture a toute sa place dans ce projet», insiste Françoise Coutant. «Aujourd'hui, les aides favorisent les grandes exploitations, arrivent en retard...», liste et constate Benoît Biteau. Nous, on propose de sortir de tout cela en n'attribuant plus les aides par unité de surface mais par unité de main-d'œuvre. Ce qui permettrait à un maraîcher qui emploie dix personnes de toucher plus et un céréalier seul sur son tracteur au milieu de 500 ha aurait moins. Le tout en favorisant aussi les comportements vertueux en termes de gestion des ressources naturelles, notamment de l'eau, d'usage des pesticides que nous voulons voir disparaître au plus vite, de qualité de la nourriture produite, d'actions en faveur de la biodiversité. Cela fonctionnerait sous forme de bonus. Les agriculteurs ne se-



Françoise Coutant et Benoît Biteau (à droite), candidats Europe Écologie aux européennes, ont lancé leur campagne hier à Saint-Amant-de-Montmoreau. Photo A. C.

raient donc plus subventionnés par des aides, mais rémunérés pour service rendu à la société.»

«Il faut un changement global, pas des mesurette»

Europe Écologie Les Verts, qui avait obtenu 8,85 % des votes en Charente et 8,90 % en France aux dernières européennes en 2014, a «bon espoir» d'atteindre un score à deux chiffres cette fois. «On le voit avec les grèves et les marches pour le climat qui rassemblent de plus en plus de monde, notamment des jeunes, il y a une vraie prise de conscience des citoyens de la nécessité d'agir en faveur du climat et de manger mieux», note Françoise Coutant, optimiste. La multiplication des listes à gau-

che? «Elle est normale, assure Benoît Biteau. S'il y a bien un scrutin où il ne faut pas forcément aller tous unis, c'est bien celui-là, avec sa proportionnelle et sa circonscription unique qui est favorable aux partis comme le nôtre.»

Les mesures écologiques proposées par les autres listes? «Ce ne sont que des propositions verdisantes. Les autres n'ont pas de projet écologique global, ça ne fonctionnera pas. Ce qu'il nous faut, c'est un changement de modèle, pas une approche cloisonnée qui débouche sur des mesurette», s'exprime Françoise Coutant. Quant à Pascal Canfin, directeur de WWF, ex-eurodéputé EELV et ex-ministre délégué, qui a rejoint la liste de La République en marche, «je pense qu'il s'est un peu perdu», réagit Françoise Coutant.

Les radars reviennent mais ne le dites pas trop fort...

Ils sont tout neufs, encore emballés, mais prêts à sanctionner de nouveau les excès de vitesse. Les radars, presque tous hors service du fait des gilets jaunes, sont de retour en Charente.

Lénaëlle SIMON
l.simon@charentelibre.fr

Les automobilistes qui avaient pris des habitudes un peu trop pressées vont devoir lever le pied. Les radars vont de nouveau flasher sur les routes charentaises. Ils avaient été presque tous dégradés ou incendiés au début du mouvement des gilets jaunes. Deux gilets jaunes ont d'ailleurs été condamnés le 11 avril par le tribunal correctionnel d'Angoulême pour avoir incendié en décembre le radar de La Couronne sur la RN 10. Ils avaient eu la bonne idée de se filmer devant les flammes, permettant à la justice de les identifier. En France, 60 % des radars sont hors service du fait des gilets jaunes, avait annoncé en janvier Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur.

Un manque à gagner important

Après six mois de trêve, ils reviennent en Charente. Celui de Barro, sur la RN 10, tout neuf, est de nouveau en action. Celui du boulevard de Bigorre à Angoulême, sur la D1000, pas loin de Girac, celui de Soyaux sur la D1000, celui de Hiersac aussi et beaucoup d'autres sont encore masqués, mais de-



Les radars (ici sur la D1000 à Soyaux) vont bientôt tomber leur protection pour sanctionner de nouveau les excès de vitesse.

Photo Majid Bouzzit

vraient prochainement sévir. Impossible en revanche de connaître le calendrier précis pour les 23 appareils du département. La préfecture de la Charente indique que la communication sur les dégradations et la remise en service des radars est gérée au niveau national par le Délégation à la sécurité rou-

tière (DSR), au ministère de l'Intérieur. Laquelle se refuse à tout commentaire afin «d'éviter de nouvelles dégradations et toute surenchère entre les départements». On n'en saura pas plus. Une discrétion bien étrange lorsqu'il suffit à chaque automobiliste d'ouvrir l'œil pour savoir si les radars croi-

sés sont en état de marche. En tout cas, l'État a des raisons de mettre la main à la poche pour rhabiller les routes. Selon un chiffre publié par *Les Échos* le 28 mars, l'absence de flashes depuis cinq mois représente déjà un manque à gagner de 600 millions d'euros dans les caisses du pays.

Route 22 infractions de poids lourds à Confolens

Les gendarmes de Confolens ont procédé jeudi à des contrôles routiers des poids lourds et des véhicules utilitaires sur la Départementale 951. Ils ont verbalisé 22 chauffeurs sur l'ensemble de la journée. Les infractions portaient sur des surcharges de véhicule, le non-respect du temps de conduite et du temps de repos, une vitesse excessive, la non-présentation des titres de circulation pour le transport des animaux vivants, le non-respect de la durée du temps de travail et le téléphone au volant. La préfecture de la Charente annonce que ce type d'opérations portant sur le respect du code de la route, la lutte contre les trafics frauduleux, la réglementation sociale européenne et française et la santé animale ont vocation à se renouveler à échéances régulières.

DORDOGNE

Un septuagénaire brûlé par un câble électrique

Un homme de 77 ans qui marchait le long du canal de Lafinde, hier aux alentours de midi, a été brûlé au pied par la chute d'un câble électrique de 20 000 volts. Le câble aurait été sectionné lors d'une opération d'élagage sur des arbres voisins du pylône. L'homme a été transféré à l'hôpital de Bergerac.

Coup de tabac pour les buralistes

La nouvelle hausse du paquet de cigarettes au 1^{er} mars a sans surprise provoqué une érosion de la demande. Une tendance que les buralistes charentais tentent de juguler face au difficile contexte du marché parallèle.

Mathieu ESCOULA
m.escoula@charentelibre.fr

Après la nouvelle hausse de 50 centimes du prix du paquet de cigarettes intervenue début mars, Marie-Claire Chaplain, cogérante du tabac presse Le Victor-Hugo à Angoulême, fait les comptes. Et ils ne sont pas bons: en mars, ses ventes de tabac ont chuté de 15 % en valeur par rapport au mois de février. «On ne s'attendait vraiment pas à une telle baisse, soupire la buraliste. C'est d'ailleurs la plus significative depuis les hausses successives du prix du paquet.» «C'est d'autant plus inquiétant que la tendance s'accompagne d'une baisse de la fréquentation et donc des ventes impulsives de produits annexes comme le pain ou une confiserie», appuie Alain



Au Victor-Hugo à Angoulême, la cogérante Marie-Claire Chaplain et son fils Christopher consacrent une vitrine entière aux cigarettes électroniques.

Photo Majid Bouzzit

Lagarde, patron du Café des Sports de Champniers et président des buralistes de Charente.

Le développement du marché parallèle

Alors que depuis le début de l'année, les ventes en volume de tabac dans les bureaux ont baissé de 8,80 % dans le département, le marché parallèle s'est, lui, développé. Depuis quelques mois, des vendeurs à la sauvette opèrent sur

le marché Victor-Hugo. «Ils revendaient même devant l'entrée du magasin la semaine dernière», s'agace Marie-Claire Chaplain. Un obstacle de taille pour les buralistes charentais auquel vient s'ajouter l'approvisionnement de plus en plus fréquent outre-Pyrénées où le prix du paquet est divisé par deux. «Certains clients ne se gênent pas pour dire devant nous qu'ils préfèrent aller en Espagne ou en Andorre pour acheter leurs cigarettes plutôt qu'ici», témoigne la co-

gérante du Victor-Hugo. Si aucune donnée n'existe au niveau du département, une estimation nationale révèle que 28 % des paquets circulant en France ont été achetés hors des frontières.

Le défi de la diversification

Face à cette concurrence étrangère, la Confédération des buralistes de France, dont Alain Lagarde est le président de la fédéra-

Le chiffre

4 Alors que la Charente compte 190 bureaux de tabac, quatre d'entre eux ont fermé l'an passé à Pranzac, Sers, Vouit-et-Giget, selon les chiffres d'Alain Lagarde. Au niveau national, le territoire en comptait 34 000 en 2003. Actuellement, ils ne sont plus que 24 869.

tion Sud-ouest, a l'intention de porter la question d'une harmonisation des prix au niveau communautaire au centre des débats lors des élections européennes. En attendant, les buralistes charentais misent sur la diversification. Bureau de poste, point Relay, dépôt et retrait d'argent, tous les moyens sont bons pour attirer le client. «Nous devons devenir les futurs drugstores du quotidien des gens», martèle Alain Lagarde. Sans compter le tournant des cigarettes électroniques. Dans son petit bureau de tabac de la place des Halles à Angoulême, Le Châlet, Yolande Avril leur a même réservé une place de choix à côté de son guichet. Bien que la cogérante déplore le manque de recul sur la nocivité des vapeuses, elle concède compter des ventes pour relancer son activité. Même ambition au Victor-Hugo qui a vu les choses en grand pour ces cigarettes nouvelles technologie puisqu'une vitrine entière leur est consacrée. «On a la chance d'avoir la place pour le faire», reconnaît Marie-Claire Chaplain. Et de conclure sur note pessimiste: «Ceux qui ne peuvent pas se le permettre seront en revanche contraints à la fermeture.»

- Les propriétaires devront prouver que leurs logements sont décentes avant de louer
- Le dispositif débute au centre et rue de Boutiers, où se concentrent les insalubrités.

Un permis de louer contre les marchands de sommeil

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

En contrebas de la rue Jules-Goeller, sur les hauteurs de Saint-Jacques, on aperçoit les arrière-façades de la rue de Boutiers, côté impair de la numérotation. C'est un drôle de panorama où se distinguent, entre les bâtiments soignés, une demi-douzaine de maisons aux murs décrépis et aux fenêtres borgnes.



Plus un appartement est en bon état, plus vous attirez des bons locataires, ça pourrait être un cercle vertueux.

Avec même parfois des toilettes sèches dans la cour, comme si l'eau courante n'était jamais arrivée. «*Et ces toilettes étaient utilisées quand il y avait des locataires, il y a quelques années*», s'indigne l'habitante d'un pa-



La rue de Boutiers a été choisie pour la période d'expérimentation. Ces quinze dernières années, avec l'hypercentre, c'est là où le nombre de logements indécents signalés par des locataires a été le plus nombreux.

Photo M. B.

villon bien propre en montrant une parcelle voisine.

Ce n'est pas une surprise: ces quinze dernières années, la rue de Boutiers «*fait partie de celles où les signalements [de lo-*

gements indécents] ont été les plus nombreux», indique le maire Michel Gourinchas, qui vient d'annoncer l'instauration d'un permis de louer dans la rue de Boutiers l'année prochaine. Mais aussi dans l'hypercentre, l'autre secteur particulièrement touché (le périmètre précis reste à définir).

Avant chaque arrivée de locataire, les propriétaires devront faire vérifier les normes de décence de leur habitation par la Ville. Si elles sont respectées, c'est la commune qui financera le contrôle. Au cas contraire, le bail ne sera pas valable et le loueur invité à se mettre en règle.

En cas d'oubli ou de refus de contrôle, une amende de 5.000€ à 15.000€ pourra tomber. Ce permis a été créé par la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Alur) en 2014 et vise à lutter contre les conditions de vie indignes. Après Barbezieux et La Couronne (lire CL du 20 décem-

bre et du 22 février), Cognac va donc s'y mettre, à titre expérimental pendant deux ans pour commencer. La Ville va passer un accord avec le groupement d'intérêt public (GIP) Charente Solidarités, qui coordonne à l'échelle départementale la lutte contre les logements indécents. Le GIP devrait lui-même déléguer les inspections à l'association Soliha.

«*C'est une très bonne chose, estime Vincent Boisson, qui gère les locations à l'agence immobilière du même nom. Ça va responsabiliser les propriétaires et améliorer notre patrimoine locatif. Il s'avère que plus un appartement est en bon état, plus vous attirez des bons locataires, ça pourrait être un cercle vertueux.*»

Pas sûr que toutes les agences et tous les propriétaires soient du même avis. C'est pourquoi la Ville prévoit la tenue de réunions d'information pour présenter son projet.

En vue Deux cadors du squash en exhibition



Baptiste Masotti (à gauche) et Benjamin Aubert, numéros 2 et 3 des France, jouent ce soir. *Repro CL*

Les balles vont fuser, ce soir sur le court du club de squash de la Belle-Allée à Châteaubernard. Le président Nordine Ramdaoui a réussi un beau coup en faisant venir les numéros deux et trois des derniers championnats de France, pour un match d'exhibition destiné à faire connaître ce sport. Baptiste Masotti, vice-champion national, et Benjamin Aubert, tous deux en équipe de France, s'affronteront amicalement, juste avant de participer ensemble au championnat d'Europe des équipes nationales, du 1^{er} au 4 mai à Birmingham (Angleterre).

Ce soir à 18h au Squash de la Belle-Allée, 6 avenue d'Angoulême à Châteaubernard. Entrée libre.

JEUNE PUBLIC

Animations pour les enfants à la bibliothèque de Cognac. La bibliothèque municipale de Cognac invite les enfants jusqu'à 3 ans à venir écouter des petits bouts d'histoires, sur le thème «*Les Petits bouts voyageurs*», jeudi 25 avril de 9h30 à 10h et de 10h30 à 11h. D'autre part, les mêmes de 5 à 7 ans sont invités à venir découvrir le Prix des incorruptibles «*Moi, Albert détectateur de livres*», suivi d'un atelier d'arts plastiques, vendredi 26 avril à partir de 14h30. Animations gratuites et sur inscription au 05 45 36 19 50.

OÉNÉALOOIE

Permanence à Cognac. L'Association généalogique de la Charente assure une permanence vendredi 26 avril de 14h à 17h aux archives municipales, 10, rue du Minage à Cognac.

125 logements indécents et encore des «petits» marchands de sommeil

Un logement est jugé indécents quand il ne remplit pas les conditions du décret du 30 janvier 2002. Par exemple, si le toit ou les fenêtres ne sont pas étanches, s'il y a des câbles électriques dénudés, des infiltrations d'eau... C'est ce décret qui servira de base pour le permis de louer.

À Cognac, sur 5.100 logements loués, 125 sont actuellement recensés comme indécents. Avec, dans ce chiffre, une dizaine d'habitations potentiellement insalubres. Ces dernières sont estimées dangereuses pour ses occupants et leur

cas relève de l'État. Selon le directeur de Charente Solidarités, Gervais Rougier, «*la situation de Cognac est dans la moyenne du département.*»

Un département qui a été le premier à lancer des contrôles de décence en 2002 et demeure le seul à coordonner les actions à l'échelle du territoire. Après des contrôles spectaculaires dans les années 2000, «*nous n'avons plus de marchands de sommeil avec des dizaines de logements, note Gervais Rougier. Mais des petits avec deux, trois ou cinq locations, il y en a toujours.*»

Les centres de loisirs font le buzz en amusant la galerie



Ni une, ni deux, mais trois représentations de ce flashmob Harry Potter ont été offertes aux clients.

Photos G. B.

La synchronisation n'était pas tout à fait assurée mais qu'importe, l'essentiel était de s'amuser et de mettre l'ambiance dans la galerie marchande du magasin Auchan de Châteaubernard, en ce début d'après-midi.

Pour le coup, les enfants des centres de loisirs «Le Férie» de Cognac, associés à ceux des «Marronniers» de Châteaubernard, une centaine, l'ont réussi, leur coup, avec leur flashmob spécial Harry

Potter. Pas une, ni deux, mais trois représentations ont été offertes aux clients de l'enseigne, pas avares d'applaudissements pour saluer le show de ces bambins de 6 à 11 ans qui ont ainsi bouclé en fanfare, en sueur et les joues bien rouges, une première semaine de vacances scolaires entièrement consacrée à la célèbre saga.

Un goûter offert par le magasin a ponctué cette initiative commune des deux structures.

Le centre de loisirs de Jarnac touche au but

Le chantier du nouvel équipement intercommunal d'accueil pour les enfants entre dans sa phase finale. Ce superbe outil ouvrira en juillet.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Des façades lumineuses aux grands traits de couleur, une toiture d'influence japonaise, un vaste préau, un mini-terrain multisport, un immense jardin pédagogique avec parcours sensoriel qui n'attend plus que poussent les près de 200 arbres, arbustes et végétaux prévus sur le site.

L'intérieur du bâtiment, étendu sur 1000m², est à l'avenant: une large entrée, deux grandes salles d'activités, un atelier pour les travaux manuels, un arbre de rencontre, des dortoirs, une bibliothèque, une buanderie, des bureaux pour le personnel, sans oublier un grand réfectoire et la cuisine équipée qui va avec, puisque les repas seront confectionnés sur place.

Ouvert à tous les enfants de l'agglo

«On va faire des jaloux», glisse avec le sourire Florie Gréhan, la directrice du tout nouveau centre de loisirs intercommunal situé à Jarnac, dont la fin des travaux approche à grands pas.

«Ça va être top, pour les enfants, pour toute l'équipe éducative, le personnel. C'est même du luxe», s'enthousiasme-t-elle, «très impatiente» d'investir cette structure en capacité d'accueillir 120 mômes âgés de 3 à 11 ans, dont l'ouverture est annoncée début juillet.



Couleurs, espaces, luminosité, jardins, terrain multisport... Cette structure de conception originale ne devrait pas manquer de faire le bonheur des bambins cet été. Photo G. B.

«Un très bel outil», abonde Annick-Franck Martaud, le vice-président en charge de l'enfance et de la jeunesse à l'agglo de Grand Cognac, qui pilote ce projet ambitieux (1) initié par l'ex-communauté de communes de Jarnac dont il était le président. «On l'avait lancé tel quel à l'époque, on l'a repris tel quel après le transfert de la compétence à l'agglo, on avait vu juste», se flatte-t-il à juste titre tant la réalisation de cet équipement ne semble souffrir d'aucune fausse note, répondant par ailleurs à toutes les normes actuelles en matière de handicap, thermiques avec chauffage au sol, et acoustiques. Enraciné route des Champagnè-

res, sur un terrain de 8.888m² cédé gratuitement à l'agglo par la commune de Jarnac, il va remplacer le centre de loisirs actuel et ses 80 places maximum, situé rue Burgaud-des-Marets. Cette structure obsolète va revenir à la Ville, promise à un coup de neuf et aux associations locales (lire l'encadré).

Le nouveau centre de loisirs s'adresse à tous les enfants de l'agglo sans exception, dans la limite des places disponibles.

«Ce nouvel outil était indispensable. Les gamins vont pouvoir enfin disposer d'espace à l'intérieur comme à l'extérieur, où ils pourront s'adonner à des activités plein air dans un environnement sécurisé, quand il fallait autrefois organiser des sorties spécifiques pour cela», souligne Annick-Franck Martaud. «C'est simple, rien ne manque», résume enchantée Florie Gréhan. Pas même un large parking pour les parents, ni un garage intérieur pour les minibus afin d'emmener les gosses en sorties, même s'il n'est pas certain qu'ils aient envie de quitter ce superbe site une fois qu'il sera totalement aménagé.

Un centre pour les associations

On ne manque pas d'idées, ni de pistes. Il va vite revivre.» Pas d'inquiétudes pour François Raby, le maire de Jarnac, lequel sait déjà quel avenir il réserve à l'ancien centre de loisirs de la Ville. Après un petit rafraîchissement, les locaux de cette structure seront destinés en priorité aux associations locales. «On va faire des heureux, tant les salles leur manquent pour exercer leurs activités,

mais des malheureux aussi, car malgré cela, ça restera insuffisant, prévient-il d'ores et déjà, même si on va faire sorte d'optimiser ce bâtiment au maximum.» Un bâtiment qui devrait voir également son entrée changer d'emplacement «pour plus de sécurité et permettre un stationnement plus facile, indique l' élu. On travaillera sur ce dossier dans l'été pour que tout soit prêt pour la rentrée de septembre.»

(1) Confié à l'atelier d'architecture Poirier Bordage, ce chantier, pour lequel seules des entreprises basées en Charente ont été sélectionnées, est le plus grand piloté par l'agglo depuis l'X'eau, d'un coût de 2,3M€.



CHÂTEAUBERNARD

Des poules au jardins

Fête de printemps aux Jardins respectueux de Châteaubernard: ateliers pratiques pour fabriquer son poulailler, présence d'artisans, éleveurs de poules de races, expositions, jeu enfants, banque de graines.

» Le Jardin Respectueux.
Samedi et dimanche, 10h-18h.
Libre participation.



Photo CL



Conseil de famille, comédie «atrace» ce soir à 20h30 au Castel. Par le théâtre de la Salinière Repro CL

Gilets jaunes: «Tous à Paris!»

■ Les «gilets jaunes» entament aujourd'hui leur acte 23 et lance un appel à manifester dans la capitale

■ Les autorités s'inquiètent du retour des casseurs.

A lors que les annonces officielles d'Emmanuel Macron après le grand débat, avortées lundi par l'incendie qui a ravagé Notre-Dame, sont attendues la semaine prochaine, les «gilets jaunes» lui lancent un nouvel «ultimatum» avec un appel national à manifester samedi à Paris, où les autorités redoutent le retour des «casseurs».

L'appel à rejoindre Paris

Comme pour le premier «ultimatum», qui avait donné lieu le 16 mars à des scènes de saccages et de pillages sur les Champs-Élysées, des appels à converger vers la capitale se sont multipliés sur Facebook ces derniers jours.

Le plus populaire, avec plus de 5.700 personnes annoncées comme participantes, invite «à se rendre à Paris de manière non pacifique et jaune», sans donner d'heure ni de lieu de rendez-vous. Des «gilets jaunes» de plusieurs régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne Rhône-Alpes, Normandie, Bretagne, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine) appellent sur Facebook à manifester à Paris.

Le 16 mars, 10.000 personnes avaient défilé dans les rues de la capitale, selon les autorités, dont les chiffres sont systématiquement contestés par les «gilets jaunes». Le préfet de police Di-



Le premier «ultimatum» lancé le 16 mars par les «gilets jaunes» avait débouché sur des scènes de violence sur les Champs-Élysées. PHOTO AFP

dier Lallement a indiqué hier avoir reçu trois déclarations de manifestations. L'une, qui doit partir de la basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) pour rejoindre le campus

»

Les casseurs seront à nouveau au rendez-vous.

de Jussieu, a été autorisée. Les deux autres, dont le trajet initial prévoyait un départ depuis le secteur de Bercy, dans l'est de la capitale, pour rejoindre les Halles ou la place de l'Étoile, ont en revanche été interdites.

A Toulouse, épice de la dernière

acte, la préfecture a interdit la manifestation non déclarée prévue par les «gilets jaunes» sur la place du Capitole. Des arrêtés d'interdiction ont également été pris à Nantes, Lyon, Bourg-en-Bresse et Dijon.

Samedi dernier, les manifestations des «gilets jaunes» avaient rassemblé 31.000 personnes, dont 5.000 à Paris.

Objectif Notre-Dame?

L'île de la Cité, où se trouve la cathédrale Notre-Dame dévastée lundi par les flammes, ainsi que ses abords immédiats sur les quais, seront interdits à la manifestation, comme le périmètre des Champs-Élysées et du Palais de l'Élysée depuis plusieurs semaines, a annoncé la préfecture de police.

«Il n'est pas raisonnable de faire passer des manifestations de

5.000 à 10.000 personnes dans la proximité de Notre-Dame», a justifié Didier Lallement, évoquant les milliers de touristes ou simples badauds qui continuent d'affluer chaque jour pour se recueillir devant l'édifice.

Les «gilets jaunes» respectent-ils l'interdit? La question ne fait pas consensus.

Certains veulent marcher «en honneur au patrimoine national». D'autres, fustigent «les milliardaires (qui) ont su trouver 1 milliard d'euros, mais 140.000 SDF, tout le monde s'en fout!».

L'afflux vertigineux des dons pour reconstruire Notre-Dame, notamment de la part de grosses fortunes françaises, a suscité la polémique chez les «gilets jaunes», qui luttent depuis cinq mois pour leur pouvoir d'achat.

Les projets de rassemblement de «gilets jaunes» aux abords de Notre-Dame relèvent de la «pure

Grand débat: le chef de l'État parlera jeudi

Après la trêve politique imposée par l'incendie de Notre-Dame, Emmanuel Macron (photo AFP) se prépare à défendre face aux



Français jeudi prochain ses réponses au grand débat, déjà en bonne partie dévoilées par les médias. L'Élysée a annoncé que le chef de l'État tiendra une conférence de presse à 18h dans la salle des fêtes du Palais. Ce face-à-face avec les journalistes, le premier du quinquennat, remplacera les deux rendez-vous médiatiques prévus lundi et mercredi derniers pour lancer «l'acte II» du quinquennat et mettre fin à la crise des «gilets jaunes» qui perturbe l'action du gouvernement depuis cinq mois.

provocation», a estimé le préfet de police.

La crainte du retour des casseurs

«Les casseurs seront à nouveau au rendez-vous», a affirmé Christophe Castaner, citant les villes de Toulouse, Montpellier, Bordeaux et en particulier Paris.

Sur Facebook, un groupe qui se présente comme le «Black bloc Paris» a lancé un appel à «une France en noir», auquel ont répondu près de 1.000 personnes. Cet «ultimatum 2» sera «un peu moins fort», tempère un responsable policier. «On ne sent pas un bouillonnement comme on avait senti le 16 mars, notamment du côté de l'ultragauche», ajoute-t-il, s'attendant à ce qu'ils «préservent leurs forces pour le 1er mai».

Plus de morts sur les routes

Le mois dernier a connu une hausse de la mortalité sur les routes de France métropolitaine avec 17 personnes de plus tuées par rapport à mars 2018.

Le nombre de morts sur les routes de France métropolitaine a connu une hausse de 7,3 % en mars, avec 250 personnes tuées, soit 17 de plus qu'en mars 2018, a annoncé hier la Sécurité routière. Il s'agit du troisième mois de hausse consécutif, après une baisse «historique» sur l'année 2018. «Le premier trimestre de l'année 2019 se caractérise par une hausse de la mortalité avec 741 personnes tuées. Comparé à la moyenne sur cinq années (2013-2017), cela représente 25 morts supplémentaires», souligne la Sécurité routière.

Deux facteurs en cause

Cette hausse concerne principalement les cyclistes (+8 %), les cyclomotoristes (+7 %), et les piétons (+5 %). «La mortalité des cyclistes est la plus forte relevée pour un mois de mars depuis dix ans, avec 18 décès estimés en mars 2019»,

Le chiffre

60% Selon le ministère de

l'Intérieur, près de 60 % des radars ont été neutralisés, attaqués, détruits. Ils seront tous remplacés par de nouveaux modèles plus performants.



La sécurité routière pointe un relâchement du comportement des automobilistes sur les routes.

Photo AFP

constate la Sécurité routière. En cause, selon elle, «la météo printanière (qui) a favorisé les déplacements», mais également «le relâchement des comportements lié au vandalisme sur les radars», dans le cadre notamment du mouvement des «gilets jaunes». Juchés sur des mâts de quatre mètres, des appareils, baptisés «ra-

dars-tourelles» vont remplacer les anciens radars. Ils voient plus loin et mieux, et «peuvent différencier les véhicules soumis à des limitations différentes», selon le gouvernement. Sur la mesure controversée d'abaisser depuis juillet 2018 de 90 à 80 km/h la vitesse maximale sur 400.000 kilomètres de routes secondaires, la Sécurité

routière estime qu'elle «atténue» la hausse de la mortalité. Il est constaté «une très légère augmentation de la vitesse moyenne entre décembre 2018 et février 2019, qui reste cependant très en-dessous des vitesses pratiquées avant la mise en place de la mesure 80 km/h, ce qui signifie que le gain de vies épargnées est préservé».

Vitesse Six bolides de «cannonball» interceptés

Six bolides contrôlés à des vitesses allant jusqu'à plus de 200 km/h, qui participaient à un «cannonball» («boulet de canon»), un rallye de voitures aussi coûteuses que surpuissantes, ont été interceptés hier sur



Capture d'écran

l'autoroute A62 dans le Lot-et-Garonne. Les bolides, Porsche, Ferrari ou Ford Mustang, qui faisaient partie d'un cortège de onze véhicules, ont été contrôlés avec des excès de vitesse de quelque 150 km/h pour les plus faibles, de 189, 192 et 202 km/h pour les plus élevés, sur l'autoroute où la vitesse est limitée à 130 km/h. Le cortège avait été repéré par des automobilistes, qui ont prévenu les gendarmes. Une opération d'interception, consistant à canaliser le cortège avant que les motards de la gendarmerie n'immobilisent les véhicules à hauteur de Marmande, a été rapidement mise en place.

Cet après-midi



Des averses par endroits

Les nuages deviennent plus nombreux et apportent quelques averses ; elles se généralisent en fin d'après-midi. Elles sont localement orageuses, en particulier en soirée sur le nord de la région.

Dimanche



Lundi



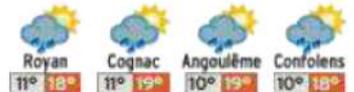
Mardi



Mercredi



Jeudi



Vendredi



HIER

	Mini	16h
Angoulême.....	8°	26°
	10°	26°

TROIS CLÉS POUR COMPRENDRE

Autoroutes : pourquoi l'État est pointé du doigt ?

Transports La Cour des comptes dénonce le laxisme de l'État face aux sociétés d'autoroutes, qui font des profits colossaux au détriment des usagers

Comment sont gérées les autoroutes en France ?

La France dispose d'environ 11 880 km d'autoroutes, dont 2 000 seulement sont exploités par les pouvoirs publics. En 2006, l'État a vendu ses parts à des entreprises privées (Eiffage, Vinci et Abertis) pour un peu plus de 14 milliards



L'État a du mal à imposer ses vues aux sociétés d'autoroutes. ARCH. T. DAVID / « SO »

d'euros. Depuis, ces sociétés concessionnaires d'autoroute (SCA) s'occupent du financement, de la construction, de l'entretien, et de l'exploitation de 9 000 km d'autoroutes. En contrepartie, ce sont elles qui perçoivent les péages.

Selon les Sages de la rue Cambon, le rapport de force entre l'État et les sociétés d'autoroute est trop déséquilibré. Depuis la cession, l'État n'a pas été capable d'imposer un partage équitable des profits ou des obligations d'investissement.

Exemple : il a décidé, à trois reprises ces dix dernières années, de faire des travaux pour entretenir son réseau autoroutier, l'un des meilleurs d'Europe. Ces travaux n'étant pas inscrits dans les conventions des concessions, ils n'avaient donc pas à être pris en charge par les sociétés privées. Mais les pouvoirs publics, incapables de les financer, les laissent à la charge des SCA... en échange d'un allongement de leurs concessions.

2 Quel problème pose la durée des concessions ?

Cet arrangement permet de ne pas mobiliser de nouvelles ressources publiques. Mais il entraîne un surcoût pour les usagers (hausse des péages) et repousse sans cesse la remise en concurrence. Aujourd'hui, les concessions des principales sociétés autoroutières (APRR, ASF, Cofiroute et Sanef) courent au moins jusqu'à 2032.

Par ailleurs, s'insurge la Cour des Comptes, certains travaux ont aussi fait l'objet de compensations alors qu'ils étaient déjà prévus dans les cahiers des charges des sociétés et pris en charge par les péages. Selon ses calculs, les SCA devraient tirer quelque 15 milliards d'euros de la prolongation de leur concession accordée en 2015, tandis que le montant des travaux réalisés en échange représente 3,2 milliards. Elles touchent ainsi près de cinq fois plus que ce qu'elles ont investi.

3 Qui est responsable de la hausse des péages ?

Les SCA gèrent les autoroutes dans un souci de rentabilité, les bénéfices dégagés étant directement reversés aux actionnaires sous forme de dividendes. Leur principal levier d'action en la matière est la hausse des tarifs des péages : cela représente 97 % de leurs entrées d'argent.

Les tarifs sont fixés chaque année au 1^{er} février par les sociétés d'autoroutes. Sont notamment pris en compte l'inflation, les travaux réalisés ou à venir et la redevance versée à l'État pour la « location » des autoroutes. En février 2019, les tarifs des péages autoroutiers ont augmenté plus que d'habitude – de 1,8 % à 1,9 % – pour financer un programme de travaux de 700 millions, réalisés par Vinci en échange d'un allongement de sa concession.

La grève se poursuit dans les hôpitaux

SANTÉ Les syndicats de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris ont exigé un moratoire sur « toute fermeture de lit, de service et suppression de poste », hier, journée de grève à l'AP-HP. « Nous avons posé, en préalable à toute négociation, une demande de moratoire sur tous les plans de restructuration en cours », a indiqué l'urgentiste et syndicaliste CGT, Christophe Prudhomme. Une délégation a été reçue, hier matin, par Pierre-Emmanuel Lecerf, directeur général adjoint, alors qu'une centaine de personnels – dont de nombreux urgentistes – manifestaient devant le siège parisien de l'AP-HP, où se tenait un conseil de surveillance avec le directeur général, Martin Hirsch.

Macron donne rendez-vous aux Français jeudi

GOUVERNEMENT Après la trêve politique imposée par l'incendie de Notre-Dame, le président de la République se prépare à défendre, jeudi, ses réponses au Grand Débat

L'Élysée a annoncé, hier, que le chef de l'État tiendra une conférence de presse jeudi, à 18 heures, dans la salle des fêtes du Palais. « Le président de la République s'exprimera à l'issue du Grand Débat national et répondra à vos questions lors d'une conférence de presse », précise un communiqué de la présidence, ce qui indique qu'un propos liminaire précédera l'exercice de questions-réponses avec les journalistes. Ce face-à-face, le premier du quinquennat, remplacera les deux rendez-vous médiatiques prévus lundi et mercredi derniers pour lancer « l'acte II » du quinquennat et mettre fin à la crise des gilets jaunes qui perturbe l'action du gouvernement depuis cinq mois.

Des annonces qui ont fuité

Le scénario initial a été chamboulé lundi en fin d'après-midi, à la dernière minute, lorsque les flammes ont commencé à dévaster la cathédrale de Paris. Cette catastrophe a ouvert une drôle de semaine pour le chef de l'État, qui s'est aussitôt rendu sur les lieux,



Le chef de l'État a rendu hommage aux pompiers, hier, après l'incendie de Notre-Dame de Paris. PHOTO:AFP

a présidé un Conseil des ministres spécial, a rendu hommage aux pompiers et a annoncé que Notre-Dame soit reconstruite en cinq ans, une ambition qui ne fait pas l'unanimité.

Mais les annonces sur le Grand Débat qu'il devait faire lundi soir ont fuité le lendemain dans les médias (lire « Sud Ouest » du 17

avril), annihilant ainsi l'effet de surprise escompté.

Des choses inchangées

De ce fait, Emmanuel Macron a été contraint de revoir sa communication. Il ne peut reprendre exactement le même discours. Ni, par souci de cohérence, supprimer ou changer profondément

ses décisions. En revanche, il peut les préciser, nombre d'entre elles étant au départ assez vagues, puisqu'elles devaient être détaillées deux jours plus tard, mercredi, lors d'une conférence de presse annoncée en « format long ». « Tout est susceptible d'être amélioré et approfondi », souligne son entourage. « Certaines annonces ne seront pas modifiées, comme celles sur la baisse des impôts, sur la réindexation des petites retraites ou sur la suppression de l'ENA. Pour le reste, rien n'interdit de les compléter ou d'en ajouter. » Et cette fois, tout devrait être annoncé et expliqué en une seule vague.

Trêve oblige, les réactions politiques aux mesures ayant fuité sont restées timides, même si elles ont commencé à enfler avant le week-end de Pâques. « C'est du rafistolage », a critiqué Manon Aubry, tête de liste de LFI aux européennes tandis que, pour le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure, Emmanuel Macron « a renversé un tabouret » alors qu'« il promettait de renverser la table ».

Trains en retard : la Région n'est pas la plus à plaindre

TRANSPORTS

Un rapport sur la qualité des services ferroviaires en 2018 montre que la situation s'est améliorée en Nouvelle-Aquitaine

L'Autorité de la qualité de service dans les transports (AQST, organisme dépendant du ministère de la Transition écologique et solidaire) a publié, hier, sur son site Internet son bilan annuel 2018. Le moins qu'on puisse dire est qu'il ne chante guère les louanges de la ponctualité de la SNCF.

Il est vrai que 2018 a été notamment marquée par la très longue grève des cheminots, au printemps, et par une panne électrique à la gare de Paris-Montparnasse, celle qui dessert Bordeaux et le Sud-Ouest. C'est même, depuis 2012, la pire année en termes d'annulation pour l'ensemble des transports ferroviaires longue distance, note l'AQST. Le taux d'annulation des circulations TGV est monté à 7,8 % contre 1 %, en 2017, et 0,3 %, en 2016.

Les trains ont aussi été fort peu ponctuels l'an dernier : 17,8 % des TGV ont par exemple été en retard en 2018, contre 15,4 % et 11,5 % les deux années précédentes.

Bordeaux-Marseille en rouge

C'est la liaison Paris-Arras qui a été la plus victime d'annulations l'an dernier, tandis que les passagers du Paris-Le Mans ont subi le plus de retards. À l'inverse, Paris-Nancy et Paris-Lyon sont les liaisons les plus ponctuelles ainsi que la nouvelle ligne à grande vitesse Paris-Bordeaux, dont le seuil de retard a été évidemment recalculé en fonction du temps de parcours, diminué de plus d'une heure.



En Nouvelle-Aquitaine, les taux d'annulation et de retard des TER étaient en baisse, en 2018. ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD/« SUD OUEST »

Pour les dessertes Intercités, la plus mauvaise note des retards est attribuée au train Bordeaux-Marseille avec des dépassements horaires qui oscillent entre 20 et 25 %, 10 à 11 mois sur 12. Quant aux TER, les résultats en qualité de service se sont légèrement dégradés, en 2018, avec un taux d'annulation en légère hausse (2,1 %, contre 1,9 % en 2017) et un taux de retard qui s'élève à 9,6 % (contre 9,1 % en 2017).

Bretagne, Grand-Est et Normandie sont d'assez bons élèves pour la ponctualité, tandis qu'Auvergne-Rhône-Alpes, PACA et l'Occitanie ferment la marche loin derrière. En Nouvelle-Aquitaine, le rapport de l'AQST souligne à la fois une baisse des annulations et du taux de retards.

En réponse au rapport de l'AQST, la SNCF n'a pas cherché à minimiser les reproches qui lui sont faits. « 2018 a été, sans conteste, une année particulièrement difficile pour les clients du train », reconnaît l'en-

treprise, évoquant les perturbations sociales consécutives à la réforme voulue par le gouvernement et votée au Parlement.

Des efforts d'ici à 2024

La SNCF préfère mettre en avant les efforts entrepris depuis deux ans « pour améliorer la régularité de tous (ses) trains ». Ce « retour aux fondamentaux » a des résultats « particulièrement encourageants depuis le début de l'année 2019 », a souligné un porte-parole.

Cette amélioration de la régularité figure d'ailleurs en lettres rouges dans la nouvelle convention qui lie la Région Nouvelle-Aquitaine à la SNCF jusqu'en 2024 (avec possibilité d'un autre opérateur sur certaines lignes). L'objectif de régularité fixé à l'entreprise ferroviaire est de 95 % d'ici à la fin de la convention. La Région réclame également à la SNCF une baisse dans la suppression des trains.

Benoît Lasserre

Les Verts lancés en campagne

C'est dans la ferme en conversion bio de Pierre-Luc Duperray à Saint-Amant-de-Montmoreau qu'Europe Écologie les Verts a choisi, hier, de lancer symboliquement sa campagne européenne en Charente. Un lancement bicéphale puisque Françoise Coutant et Benoît Biteau sont les deux personnalités charentaises à figurer sur la liste écologiste, respectivement en 70^e et 11^e position. « Notre projet est fait pour la ruralité », estime Françoise Coutant. « Il répond à la transition agricole que l'on appelle de nos vœux ». Pour résumer grossièrement, les écologistes ont la volonté de « sortir d'une logique d'assistanat », à laquelle participe l'actuelle organisation des aides européennes, pour aller vers « une logique de rémunération pour service rendu à la société civile ». En clair, les écologistes veulent encourager une agriculture qui, par sa pratique, prendrait sa part dans la transition écologique. « Nous voulons une agriculture qui permette au consommateur de se nourrir correctement, au producteur de vivre convenablement de son travail et à l'environnement d'être préservé. » Les écologistes sont confiants. Le scrutin européen leur réussit plutôt bien et le succès des récentes marches citoyenne a montré l'intérêt de la population pour la lutte contre le réchauffement climatique. Benoît Biteau et Françoise Coutant conviennent que leurs adversaires peuvent avoir des « propositions verdissantes ». Mais ils conseillent évidemment aux électeurs de préférer l'original à la copie. . .

Éolien : les associations enfoncent le clou

ENVIRONNEMENT

Trente associations charentaises opposées à l'éolien approuvent la position du Département

Bertrand Ruiz
b.ruiz@sudouest.fr

Al'image des installations qu'elles combattent, les associations opposées à l'éolien pullulent en Charente. Elles sont aujourd'hui 30 à signer une lettre ouverte aux élus et services administratifs pour signifier leur soutien à « l'initiative salvatrice » du Département. Pour rappel, la majorité départementale a dénoncé une inflation inquiétante de projet éolien en Charente. « L'inflation des demandes engagées par des sociétés en quête de marges confortables ne peut plus rester incontrôlée », s'est récemment offusqué la majorité dans un communiqué.

Soulignant son souhait de voir se développer, « de manière maîtrisée », un mix énergétique, elle juge « indispensable d'arrêter toute implantation préjudiciable



En Charente, on compte une éolienne pour 804 habitants.

PHOTO LOÏC DEQUIER

aux milieux naturels charentais, aux habitants, à l'attractivité et à l'économie du territoire », tout en appelant à « une concertation avec l'État et la région Nouvelle-Aquitaine » sur le sujet...

Cette prise de position fait donc

le bonheur des opposants charentais à l'éolien qui ne se privent pas d'enfoncer le clou dans leur lettre ouverte. Chiffres à l'appui : les associations rappellent que 93 % de l'offre éolienne en Nouvelle-Aquitaine est concentrée sur l'ex-Poi-

tu-Charentes. En Charente, la situation est qualifiée de « caricaturale ». Si l'on cumule les sites en cours d'exploitation et les sites déjà autorisés, la Charente compte une éolienne pour 804 habitants (contre une éolienne pour 12 630 Néo-Aquitains), soit une éolienne tous les 5,07 km.

Fonds de pension

Or, selon les associations, il n'y a pas de gisement éolien particulier dans la région, puisque le facteur de charge éolien en Nouvelle-Aquitaine est inférieur au facteur national moyen, et que la production d'électricité éolienne en Nouvelle-Aquitaine dépasse largement la demande locale d'électricité.

Enfin, les associations ne manquent pas de dénoncer la spéculation autour de l'exploitation éolienne, marquée par une valse des investisseurs. « En Charente, certaines sociétés d'exploitation ont été revendues le jour même où elles ont reçu leur autorisation administrative d'exploitation. Le résultat de ces passages de mistigri, c'est qu'elles échouent souvent dans un portefeuille d'investissement de fonds de pension étrangers ».

Hennessy, une série limitée à grand tirage

COGNAC La maison sort Master Blender n° 3, le premier du maître assembleur Renaud de Gironde

Le « craft », des produits fabriqués avec une approche artisanale, garde la cote aux États-Unis. La maison Hennessy a voulu surfer sur cette tendance en lançant la série limitée « Master Blender », en 2016. « Avec Hennessy, on pense grande échelle, groupe industriel, mais on a des valeurs en commun avec le « craft », l'authenticité, un héritage, un fondateur », pointe le service marketing.

Avec le numéro 1 du cognac, une série limitée se conjugue avec pas mal de zéros à la fin. Le Master Blender numéro 1, uniquement dédié aux États-Unis, atteignait 100 000 cols. Il n'en reste quasiment pas un exemplaire. La troisième édition pousse à 12 000 caisses de 12 bouteilles de 75 ou 50 centilitres, soit 144 000 flacons.

Il s'agit de la première création de Renaud Fillioux de Gironde, qui

a succédé à son oncle Yann dans le fauteuil de maître assembleur. « Mon métier est avant tout de recréer des cognacs, en gardant la constance du goût. Cette fois, j'ai eu la chance de créer une édition limitée, qui ne sera pas reproduite », décrivait-il, mardi soir, devant un cénacle de viticulteurs et de partenaires conviés à découvrir le flacon en avant-première.

Accord cognac-viande

Renaud Fillioux de Gironde est parti d'un lot de Fins Bois, repéré lors de l'inventaire qualitatif. Il y a adossé quelques eaux-de-vie, la plus jeune ayant sept ans. Il a recherché « de la rondeur, quelque chose de pas exubérant, que l'on a envie de partager avec des amis ». Titrant 43 degrés, ce cognac diffuse des notes de « praliné, un peu amande grillée ».



Renaud Fillioux de Gironde a présenté sa création mardi. PH. M.

Le flaconnage, diffusé sans emballage, joue sur une « transparence » recherchée par le consommateur. La distribution est étendue au Canada, à l'Australie, au « duty free ». En France, on peut le trouver dans la boutique du maître artisan boucher Hugo Desnoyer, à Paris. Renaud Fillioux de Gironde a eu un coup de cœur

pour le mariage entre son assemblage et une viande de choix. En dehors de ce partenariat, la boutique des Quais le vend en exclusivité, en flacon de 50 cl (60 €, la bouteille de 75 cl étant vendue 110 dollars aux États-Unis). Il est possible de passer commande par téléphone (05 45 35 06 44).

Philippe Ménard

L'eau, un sujet bouillant à Grand-Cognac

POLITIQUE

Marianne Reynaud-Jeandidier a proposé de rendre l'eau gratuite. Un projet critiqué

Faut-il rendre l'accès à l'eau gratuit ? C'est le débat qu'a abordé « Sud Ouest » dans son édition « Sud Ouest » dans son édition d'hier. Et visiblement, l'eau est un sujet bouillant, compte tenu des différentes réactions que l'article a suscité.

Pour rappel, Marianne Reynaud-Jeandidier, adjointe au maire de Cognac en charge des affaires sociales, émet l'idée de proposer à tous de l'eau gratuite pour les besoins primaires. Mais Michael Villeger, vice-président de Grand-Cognac en charge de l'eau, a critiqué cette idée : « Il existe déjà un fonds de soutien qui délivre un chèque-eau pour accompagner les personnes en difficulté. Je vois plutôt dans cette proposition une attitude politique. »

La réponse de la bergère au berger ne s'est pas fait attendre. Hier, Marianne Reynaud-Jeandidier a posté un long billet sur Facebook pour expliquer sa position. Selon elle, son idée de tarif social de l'eau est en accord avec la volonté du Premier ministre en personne. Elle relève donc une contradiction dans l'attitude de Mickael Villeger, sympathisant LREM : « Pour une fois, je suis parfaitement d'accord



Marianne Reynaud a échangé son point de vue avec Mickael Villeger. PHOTO ARCHIVES PHILIPPE MÉNARD

avec l'analyse et les arguments de ce gouvernement, écrit l'élue. Ma proposition relevant d'une attitude soi-disant "politique" est finalement plus En Marche que les Marcheurs locaux eux-mêmes. »

Marianne Reynaud-Jeandidier, goguenarde, n'hésite pas à en rajouter une couche à l'encontre de Mickael Villeger, qui l'avait titillée : « C'est aussi ça la démocratie, respecter l'avis du plus grand nombre. C'est marrant comme on peut brandir la notion de démocratie aussi facilement en refusant par ailleurs une forme de débat sur des sujets de société. »

En voilà deux qui ne trinqueront pas ensemble...

Jonathan Guérin

Des investissements à prévoir pour l'hippodrome

Samedi dernier, les membres de la Société des courses de chevaux du Pays du cognac se sont retrouvés pour l'assemblée générale. Richard Braastad, le président, a fait le bilan d'une saison 2018 réussie avec trois rendez-vous hippiques qui ont profité d'une météo clémente permettant une hausse de fréquentation par rapport à l'année précédente.

Le bilan financier dégage un léger excédent. Le bureau se félicite de l'autonomie que la société a pu acquérir ces dernières années même si les investissements nécessitent un soutien extérieur. Françoise et Richard Boulou, membres actifs depuis de nombreuses années, ont annoncé leur futur déménagement, Martine Champagne devient ainsi trésorière.

Trois rendez-vous en 2019

Pour 2019, les trois rendez-vous auront lieu les 1^{er}, 8 et 15 septembre avec sept courses programmées à chaque fois, attelé et haie sur le premier rendez-vous et attelé, haie et plat sur les deux autres. Le 8 septembre, ce sera la journée « Hippodrome en fête » avec de nombreuses animations en perspective (structures gonflables, balades en poney...).

2019, c'est aussi l'année d'investissements importants qui seront



Prochains rendez-vous hippiques début septembre 2019. PH. S. C.

subventionnés à 50 % par la fédération nationale et le reste à charge sera à la société qui envisage plusieurs possibilités de financement dont le recours à un emprunt, Grand Cognac représenté par Gérard Faurie, ayant refusé tout accompagnement, l'hippodrome n'étant pas d'intérêt communautaire.

Reprise de l'entretien

Il y aura l'extension de la plateforme, aménagement nécessaire pour assurer la vidéo des courses. Et le changement ou la réparation de la pompe d'arrosage, outil indispensable pour la qualité de la piste : « Une piste trop dure peut

abîmer les chevaux », ont précisé certains.

Enfin, le printemps annonce la reprise des travaux d'entretien de l'hippodrome pour les bénévoles, les premiers étant fixés au 4 mai avec de nombreux ouvrages en perspective : remise en état de la haie mobile, taille des haies (à noter que Jarnac fait partie des rares hippodromes dotés de haies naturelles), nettoyage des rambarades, tonte, peinture... Quant aux moutons, « tondeuse écologique et économique », les premiers départs commenceront la semaine prochaine et tous seront partis à d'ici fin juin.

Séverine Caillé